

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-grande-desillusion-de-Joseph-E-Stiglitz>

« La grande désillusion » de Joseph E.Stiglitz

- Livres -

Date de mise en ligne : mardi 13 août 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, décrypte dans son ouvrage les rapports Nord-Sud, les programmes internationaux et critique sans ambages tant le libre marché et son fanatisme, que les institutions internationales qui concourent à sa mise en place. Cet ancien vice-président et économiste en chef de la Banque Mondiale sait de quoi il parle. Il a vu sur le terrain l'impact des politiques économiques prônées et imposées par les institutions internationales, à commencer par le FMI et la Banque Mondiale, sans oublier l'OMC, aux pays pauvres ou aux pays en développement confrontés à une crise de croissance.

Ce n'est pas tant la mondialisation que dénonce Stiglitz que la façon dont elle est gérée. Elle se résume en une véritable guerre économique, très dogmatique. Les exemples ne manquent pas au fil de ce livre, que ce soit en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est ou encore en Amérique Latine. Et pour reprendre une des expressions de l'auteur : avec une libéralisation rapide des capitaux, on a fait prendre à de petits pays la mer par gros temps sans avoir colmaté les trous dans la coque. Les scénarios, mais aussi les dérives et les échecs des politiques du FMI sont passés au crible, et traduisent bien souvent les limites de la pensée unique et les excès de la standardisation des modèles économiques. L'auteur parle même de « copier-coller » !

La crise argentine est l'un des derniers échecs, qui intervient après la Thaïlande, la Corée, le Brésil, l'Indonésie dont on a contraint en 1998 le président à abandonner la souveraineté économique de son pays en échange de l'aide dont il avait besoin, souligne l'auteur. Alors, aujourd'hui à qui le tour ? Serait-on tenté de lui demander.

L'auteur constate que dans bien des pays des erreurs de calendrier et de rythme dans la politique du FMI ont abouti à la hausse du chômage et de la pauvreté, et n'ont pas été mises au service d'une croissance juste et durable. Témoin, l'Argentine où le chômage est devenu à deux chiffres depuis 1995. Et l'auteur se demande qu'après sept ans de chômage massif, non pas que des émeutes aient fini par éclater mais « que les argentins aient supporté si longtemps dans le calme une telle situation ».

Plus loin, Stiglitz poursuit sa démonstration estimant que l'Argentine témoigne du danger que représentent les banques étrangères : les banques du pays étant passées sous la domination de banques appartenant à des étrangers, qui ont financé les multinationales mais délaissé les entreprises locales. L'absence de financement -qui a contribué à l'absence de croissance- a joué un rôle crucial dans l'effondrement du pays, explique-t-il.

Le problème n'est pas d'avoir des banques saines comme le préconise le FMI (par exemple en investissant dans des bons du Trésor américain) mais d'avoir des banques qui financent la croissance. « L'Argentine a montré que si on n'y parvient pas, cela peut suffire à créer l'instabilité macroéconomique ». Peu de croissance entraîne un accroissement des déficits budgétaires, et « quand le FMI a imposé des réductions de dépenses et l'augmentation des impôts, le cercle vicieux de l'effondrement économique et du désordre social s'est déchaîné ». Ce fut l'effondrement du « premier de la classe ». Et de rajouter « le FMI ne sait jamais demander pourquoi ses modèles sous-estiment systématiquement la gravité des récessions, ni pourquoi ses mesures sont systématiquement trop restrictives ».

Stiglitz considéré comme un des pionniers de la nouvelle économie keynésienne a donc démontré dans ses travaux que les marchés ne fonctionnent pas aussi parfaitement que le prévoient les modèles fondés sur la concurrence et l'information parfaite, modèles sur lesquels reposent les prescriptions du FMI. Au-delà de ce réquisitoire contre les méthodes de certaines institutions, il préconise une autre politique économique où les rapports entre l'Etat et le Marché seraient de nature complémentaire et de l'ordre du partenariat.

E. L.

Post-scriptum :

Editions Fayard, 20 Euros